

lu notre texte et n'en connaissent que ce que veulent bien leur dire les secrétaires et les activistes du Comité de l'Université qui, dans ce domaine, possèdent pratiquement le monopole de l'information pour le Parti et encore plus pour les membres du Z.M.S. : à tel point que le Comité Universitaire du Z.M.S., bien qu'il ait eu à se prononcer sur l'exclusion de trois camarades, n'a pas reçu notre texte, mais a dû se contenter du rapport du Bureau Exécutif et de la résolution du Plénum du Comité Universitaire du Parti.

On sait qu'à l'aide de citation de telle ou telle phrase arbitrairement détachée du contexte, on peut présenter n'importe quel document de façon inexacte. D'après nous, les rapports officiels sur notre texte se caractérisent par une très grande liberté par rapport à l'original. Citant quelques ou au maximum une vingtaine de phrases choisies ad hoc, on crée l'impression qu'il s'agit d'un amas de mots d'ordre violents, démagogiques et sans fondement, qui — chose incompréhensible — nécessite 128 pages dactylographiées. Pourtant, quoiqu'on dise du bien-fondé de notre analyse et de la valeur politique des conclusions que nous en tirons, elle constitue une construction logique. On ne peut l'ébranler qu'en critiquant l'ensemble du raisonnement, et non en épétant le lecteur ou l'auditeur par des citations auxquelles, en les détachant du contexte, on donne un sens contraire à celui qu'elles ont en réalité. De plus, la relation officielle non seulement passe sous silence l'analyse contenue dans le texte, mais se contente d'opposer quelques lieux communs à sa partie programmatique qui a cependant une importance décisive quant à l'appréciation du caractère politique de ce document. Les relations et les prises de position officielles se servent enfin d'invectives à l'encontre du texte (« démagogie primaire ») et du niveau intellectuel et moral de ses auteurs (« hypocrisie », « défaut d'honnêteté » et même « manque de courage civique »). On y rencontre des falsifications dont nous avons du mal à penser qu'elles sont le fait de l'inconscience (on nous impute que nous réclamons que l'ouvrier conserve pour lui l'intégralité du produit de son travail, on nous impute que nous incitons les ouvriers à baisser le rendement du travail pour réduire l'exploitation).

Dans cette situation, nous croyons nécessaire d'informer les membres du Parti et du Z.M.S. de l'Université de Varsovie de nos opinions véritables et de l'attitude politique qui en découle, et ce, de la seule manière dont nous disposons, c'est-à-dire par une lettre ouverte. Nous nous adressons aux membres du Parti et à ceux de l'organisation de la jeunesse dirigée par le Parti, bien que nos opinions et le document que nous avons décrit aient été qualifiés d'« anti-parti ». Si ce terme, tant usé, doit signifier que nous adoptons une attitude contraire à la pratique politique du Parti et que nous apprécions négativement son rôle social, nous ne protestons pas contre son emploi à notre égard. Au reproche d'hypocrisie et de malhonnêteté envers nos camarades du Parti qui nous est fait nous opposons ce qui suit :

1° Nous sommes arrivés à notre attitude actuelle progressivement et par une lente évolution de nos opinions, partiellement, au cours et à la suite du travail sur notre texte auquel nous avons consacré près de six mois mais principalement sous l'influence de la situation sociale et politique dans le pays et de l'expérience de notre travail dans le Parti et au Z.M.S., au cours de la dernière année (fermeture du club de discussions, attitude du Parti à l'égard de la lettre des